

DÉBUT DES ÉPREUVES DU BAC

Un premier jour sans polémique

Coup d'envoi, hier, de l'épreuve du baccalauréat. Plus de 800 000 candidats vont concourir pendant cinq jours pour l'accès à l'université. Contrairement à l'année passée, le premier jour de l'examen s'est déroulé sans couacs et les sujets jugés abordables. La lutte contre la fraude est largement mise en avant durant cette session, la dernière dans sa formule actuelle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'heure de vérité a sonné, hier, pour les élèves de la troisième année secondaire. Les 818 518 candidats qui passent leur bac, toutes filières confondues, étaient concernés par l'épreuve de littérature arabe la matinée et celle des sciences islamiques en après-midi.

A l'unanimité, les candidats ont trouvé les sujets de la littérature arabe «faciles». De quoi leur permettre d'attaquer le reste des épreuves avec sérénité. Contrairement à la précédente édition, le premier jour de l'épreuve s'est déroulé normalement, sans polémique et sans rumeurs de triche ou de fuite de sujets. Pour s'éviter le même scénario, le ministère de l'Education a mené une campagne de sensibilisation depuis plusieurs semaines contre la fraude et les risques encourus.

Pour cette édition, c'est la lutte contre la fraude qui est mise en avant.

Ainsi, pour contrer toute tentative de fraude notamment à travers la 3G, le département de Benghebrit a interdit les téléphones dans les salles d'examens. Du côté pédagogique, les mêmes mesures sont reconduites avec les deux sujets au choix. Pour les prochaines sessions, le ministère de

l'Education envisage d'établir des sujets basés sur la compréhension et l'intelligence.

Selon Benghebrit, seuls les examens valorisant davantage la réflexion permettraient de limiter le problème de la triche. Selon l'Office national des examens et concours (Onec), 818 518 candidats sont inscrits à la session 2016 soit une augmentation de 19,73% par rapport à l'année précédente.

Sur ce total, l'on dénombre 549 593 candidats scolarisés et 268 925 candidats libres, soit un taux de 30% du chiffre global. Les filles représen-

tent un taux de 67% du total des candidats. Quant aux détenus dans les établissements pénitentiaires, ils représentent 3257 candidats. 2 561 centres sont mobilisés et seront supervisés par 160 000 enseignants. Prévue du 9 au 29 juin prochain, la correction sera confiée à 55 000 enseignants alors que les résultats ne seront connus que vers la fin juin ou début juillet.

Le taux de réussite au bac l'année passée était de 51,36%. Il s'agit de la dernière session du bac dans sa formule actuelle. A partir de l'année prochaine, l'examen se déroulera en trois

jours au lieu de cinq jours auparavant. La commission chargée de trouver la formule pour réduire les jours de l'examen devra donner ses résultats durant ce mois de juin. Les propositions seront ensuite présentées pour l'approbation du gouvernement. Le ministre de l'Education a également annoncé que les candidats libres devront désormais, au bout de la troisième tentative, contribuer au financement de cet examen.

Les examens nationaux coûtent au gouvernement l'équivalent de 106 établissements scolaires.

S. A.

TLEMCEN

Benghebrit donne le coup d'envoi des épreuves du bac 2016

C'est à Remchi, au nord du chef-lieu de la wilaya, que la ministre de l'Éducation nationale a donné le coup d'envoi aux épreuves du bac 2016.

Cette session, qui intervient à une semaine du Ramadhan et dans des conditions climatiques plutôt clémentes, se distingue par la volonté de mettre fin à la fraude, avec les moyens qui s'imposent.

A ce sujet, la ministre dira que «cet examen national revêt un caractère important dont il faut sauvegarder la crédibilité». Après avoir assisté au centre d'examen du lycée Medjaoui-Habri à l'ouverture des plis des sujets, la ministre a essayé de sensibiliser les candidats sur les tentatives de fraude, dont les consé-

quences seront d'une extrême gravité pour leurs auteurs. Cette année, ce sont 13 718 candidats, dont 3 877 candidats libres, 61 détenus et 5 handicapés qui vont essayer de décrocher le fameux sésame. Sur le plan de l'organisation, il y a une nette amélioration par rapport aux années précédentes, 6 888 encadreurs sont répartis sur les 64 centres d'examens.

On saura, d'autre part, que la ministre s'est engagée pour la réalisation de 7 lycées, 7 CEM et 9 établissements primaires pour renforcer les capacités d'accueil afin de désengorger les classes.

M. Zenasni

LES AMÉRICAINS VEULENT ÉVITER LA REPRISE D'UNE GUERRE AU SAHARA OCCIDENTAL

Tractations avec Mohammed VI

Des informations faisant état de l'existence de tractations secrètes entre l'administration américaine et les plus hautes autorités marocaines concernant le retour de la Minurso au Sahara occidental circulent avec insistance ces derniers jours. L'objectif de ces pourparlers est de trouver un terrain d'entente pour tenter de désamorcer une crise aux prolongements incertains...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Il y a près de deux mois éclatait une guerre ouverte entre Mohammed VI et Ban Ki-moon violemment pris à partie pour avoir réussi à détourner une manœuvre marocaine visant à faire capoter sa visite dans la région.

Désireux de gagner du temps jusqu'au départ du secrétaire général de l'ONU (son mandat expire à la fin de l'été), le souverain avait, on s'en souvient, tout tenté afin d'obtenir l'annulation d'une tournée, ce qui aurait vidé le rapport annuellement soumis par l'institution au Conseil de sécurité de tout son contenu et surtout déchargé de

toute nouvelle avancée pour la résolution du conflit. Pour ce, Mohammed VI avait adressé des lettres, certaines secrètes, d'autres publiques, à un Ban Ki-moon qui les a poliment ignorées, provoquant ainsi le courroux d'un jeune roi qui décide alors de croiser le fer en refusant de le recevoir à Rabat, prétextant un voyage à l'étranger puis en faisant la sourde oreille à une demande d'atterrissage de l'avion onusien à El-Ayoun, capitale du Sahara occidental occupé où éclatent fréquemment des révoltes durement réprimées par l'occupant. Ban Ki-moon maintient sa décision et se rend (en mars dernier) à Alger, dans les camps de réfugiés sahraouis puis en Mauritanie et présente au Conseil de sécurité (en avril) un rapport contenant des recommandations qui enfoncent davantage Mohammed VI.

De son côté, le roi soulève les foules contre Ban Ki-moon à Rabat, l'attaque en des termes peu diplomatiques, l'accuse de partialité, renvoie 83 membres de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le Sahara occidental), convoque par deux fois l'ambassadeur US après la promulgation d'un rapport défavorable par le département d'Etat.

Mohammed VI fait aussi acquisition

de nouvelles armes financées par l'Arabie Saoudite. De son côté, le Front Polisario, usé par des années d'attente et des conditions de vie pénibles, menace de reprendre les armes. Les frontières Ouest de l'Algérie sont sous haute tension, incitant le vice-ministre de la Défense à se déplacer sur les lieux et alerter sur les dangers en cours. Le roi du Maroc se dit prêt à aller jusqu'au bout et refuse de se plier aux injonctions du Conseil de sécurité concernant le retour de la Minurso et le retour à des négociations sans préalable pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Le renvoi des 83 membres de la mission onusienne et la fermeture des bases de la Minurso dans les territoires occupés ont été très mal perçus par les Nations-Unies qui y voient un précédent et un mauvais exemple pour d'autres pays en conflit à travers le monde, mais aussi comme étant une porte ouverte à toutes les dérives au Sahara occidental. Ban Ki-moon qualifie la situation d'explosive et appelle les Nations-Unies à agir au plus vite. En dépit des pressions américaines, Mohammed VI refuse d'obtempérer.

Pour tenter de désamorcer la crise, avons-nous appris, des tractations ont été entreprises ces derniers jours par

les Américains dans le but de trouver un terrain d'entente avec les Marocains. Le premier point concerne, évidemment, le retour de la Minurso. Le Maroc a quatre mois pour permettre aux militaires de l'ONU de rejoindre les bases de Dakhla et toutes celles vidées le mois passé, mais un retour dans les formes édictées par les Nations-Unies est refusé par le roi.

Les informations en cours laissent cependant entendre que Mohammed VI, qui s'est mis à dos une bonne partie de la communauté internationale, aurait donné son accord pour le retour de la mission onusienne à condition qu'elle se limite à un rôle d'observation du cessez-le-feu (entré en vigueur en 1991).

Dans sa dernière recommandation, Ban Ki-moon avait préconisé l'élargissement des prérogatives de l'ONU de façon à ce qu'elle s'implique dans l'organisation du référendum d'autodétermination.

L'option n'a cependant pas été tranchée à ce stade. Vider la mission de l'ONU de ses prérogatives reviendrait à désavouer Ban Ki-moon, ce qui est très peu probable compte tenu du soutien inconditionnel qu'affiche le Conseil de sécurité face au SG des Nations-Unies.

Une telle décision jetterait aussi et surtout le discrédit sur l'institution et

servirait de mauvais exemple pour tous les autres conflits dans le monde. Pour ce, les Américains ont, semble-t-il, décidé de s'engager dans une tout autre voie. Il semblerait que ces derniers aient décidé de remettre sur le tapis le fameux plan de l'ancien SG de l'ONU, James Baker.

Le plan était le suivant : octroyer aux Sahraouis une autonomie sous contrôle marocain durant cinq années au bout desquelles serait organisé un référendum d'autodétermination à travers lequel les Sahraouis décideraient de leur sort.

Ce plan avait alors été perçu par la communauté internationale comme étant une solution merveilleuse passible de débloquer une situation sans issue apparente. Malheureusement, le plan Baker n'avait trouvé aucun écho favorable chez les deux parties.

Les Sahraouis étaient restés mitigés, une position tout à fait compréhensible, mais elle avait été, par contre, rejetée par Hassan II. Aujourd'hui, les Américains tentent apparemment de persuader son fils d'accepter une proposition à même d'éviter l'éclatement d'un nouveau conflit dans une région déjà en ébullition...

A. C.

9^e CONFÉRENCE OUVERTE DE LA COORDINATION DE L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Possible qu'elle se tienne à Alger

La prochaine conférence ouverte, la neuvième de rang, de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), prévue l'année prochaine, pourrait se tenir à Alger.

M. Kebci-Alger (Le Soir)- C'est ce que Louisa Hanoune a soutenu, hier dimanche, dans une conférence de presse pour faire le bilan des travaux de la réunion de deux jours, avant-hier samedi et hier dimanche de cette coordination en présence de représentants syndicaux, de partis politiques venus de France, du Brésil, du Togo, de la Guadeloupe et de l'Afrique du Sud. Un conclave lors duquel un large tour d'horizon de la situation de la classe ouvrière

de par le monde a été effectué, avec le passage au crible de la situation de la classe politique, du travail des enfants et de la situation des jeunes et des étudiants dans ces pays, mais aussi dans d'autres.

La secrétaire générale du PT qui coordonne, en compagnie de Geoffrey Excoffon, la coordination de l'EIT a affirmé étudier cette proposition d'abriter cette 9^e conférence au gré de l'évolution des développements politiques, écono-

miques et sociaux que le pays enregistre actuellement.

Cela dit, les participants à cette réunion d'Alger ont eu à partager leur conviction quant à la «similitude» des situations dans leurs pays et dans d'autres contrées de la planète. Avec, il est vrai, les exemples brésiliens et français et autres sud-africain et togolais. Une similitude empreinte de «remise en cause des acquis politiques et économiques» du monde du travail, attendant, dans leur finalité, «à la souveraineté des peuples accablés et à l'indépendance des nations ainsi broyées».

Une œuvre déstructurée menée de main de maître par ce «mélange explo-

sif économique et politique» qui vise à abattre les acquis sociaux.

Comme c'est le cas en France en proie, selon Patrick Hébert, du parti ouvrier indépendant français, à une «situation explosive avec un gouvernement qui tient à son code du travail, qui remet en cause bien des conquêtes sociales, fruits de longs et laborieux combats» et «menacent également les souverainetés nationales, l'indépendance des organisations ouvrières et les droits démocratiques». Mais la situation dans l'Hexagone est aussi marquée par «des résistances qui s'opèrent» avec, en vue, la manifestation grandiose prévue pour le 14 juin prochain.

Pour sa part, Jukio Turra, de la Confédération unie des travailleurs (CUT) du Brésil, a estimé que la situation dans le pays est à la fois «difficile et complexe», soutenant que la présidente Dilma Rousseff a été victime d'une «nouvelle formule de coup d'Etat mené à partir des institutions». Un «modèle» déjà usité chez les voisins du Honduras et du Paraguay. Affirmant que l'équilibre des forces a été plus que rétabli en terme de mobilisation populaire face à la droite, Turra avertit que les prochaines cibles de l'offensive générale du système capitaliste sera le Venezuela.

M. K.